



Retour sur la crise du Golfe de 2017

Rachid Chaker

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2017/3 Automne** , PAGES 73 À 83
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365677202

DOI 10.3917/pe.173.0073

Date de mise en ligne : 06/09/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-3-page-73?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Retour sur la crise du Golfe de 2017

Par **Rachid Chaker**

Rachid Chaker est doctorant et chargé d'enseignement en relations internationales à l'université Paris-2 Panthéon-Assas. Sa thèse porte sur les rivalités d'influence dans le golfe Persique depuis la guerre d'Irak de 2003.

La crise du Golfe, qui a démarré en juin 2017, reflète des tensions anciennes entre le Qatar et ses voisins. L'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis reprochent en particulier à Doha son soutien aux Frères musulmans et son rapprochement avec Téhéran. Cette crise a suscité l'embarras des pays occidentaux qui coopèrent avec toutes les parties. L'engagement de la Turquie aux côtés du Qatar rend une escalade militaire peu probable. Nul n'a intérêt à ce que la situation s'envenime.

politique étrangère

La rupture des relations diplomatiques annoncée le 5 juin 2017 entre le Qatar d'une part, et l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis et l'Égypte d'autre part, semble avoir surpris bon nombre d'observateurs. En effet, jamais une escalade diplomatique entre les monarchies arabes du Golfe n'avait atteint un tel sommet. Cette crise, même si elle surprend par son ampleur, n'est pas la première entre États membres du Conseil de coopération du Golfe¹ (CCG).

En 2014, Riyad, Abou Dhabi et Manama avaient déjà rappelé leurs ambassadeurs à Doha. Ils reprochaient au Qatar certains aspects de sa politique étrangère, et notamment son soutien politique et financier à la confrérie des Frères musulmans. À l'époque déjà, le soutien du Qatar aux Frères musulmans – mouvement politico-religieux fondé en Égypte en 1928 – était donc au centre des querelles, notamment en raison de l'hostilité affirmée des Émirats arabes unis et du roi Abdallah d'Arabie Saoudite envers ce mouvement. Après plusieurs mois de brouille diplomatique, le Qatar s'était engagé auprès de ses voisins à ce que les Frères musulmans n'opèrent plus

1. Le Conseil de coopération du Golfe ou Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) a été créé en 1981, et regroupe l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.

depuis le petit émirat peuplé de deux millions d'habitants. En dépit de cette accalmie et d'une unité de façade retrouvée – notamment en raison de convergences sur le dossier syrien –, plusieurs événements récents laissaient présager de jours difficiles entre les monarchies du Golfe.

Des rivalités récurrentes

Une diplomatie proactive

La liste des griefs des voisins du Qatar à son encontre est longue. Sous l'impulsion du précédent émir, Hamad ben Khalifa Al-Thani, le Qatar a initié une politique étrangère ambitieuse, entrant fréquemment en opposition avec celle de ses voisins arabes.

Dès 1996, l'émir Hamad a lancé la chaîne satellitaire Al-Jazeera. Dans un monde arabe où la presse était alors majoritairement soumise à la censure, et se contentait de faire la promotion des régimes en place, le lancement de cette chaîne d'information en continu depuis Doha, qui offrait un regard critique nouveau sur le monde arabe et ses dirigeants, révolutionna l'information arabe. Le succès rencontré par la chaîne dans le monde arabe et au-delà lui conféra une réputation internationale, incitant même Oussama Ben Laden à utiliser ce canal pour diffuser certains de ses messages vidéo. Néanmoins, cette liberté de ton inédite provoqua au fil des années de multiples tensions entre le Qatar et plusieurs pays arabes. La ligne éditoriale de la chaîne, très critique vis-à-vis de la réduction des libertés sous le régime d'Hosni Moubarak, de la présence sur le sol saoudien de bases militaires américaines jusqu'en 2003, ou de l'absence de solidarité arabe sur le dossier palestinien, fut à de nombreuses reprises l'objet de tensions entre le Qatar et ses imposants voisins. Une des premières manifestations de la crise du Golfe de 2017 fut ainsi la fermeture des bureaux d'Al-Jazeera à Riyad par les autorités saoudiennes.

Parallèlement, ces dernières années le Qatar a mené une politique étrangère proactive sur différents dossiers en lien avec le monde arabe. Doha a accueilli en 2008 les factions libanaises en conflit, pour aboutir à « l'accord de Doha ». L'émirat s'est également impliqué dans la libération des infirmières bulgares détenues en Libye², et a participé en 2011 à la coalition internationale qui a renversé le régime de Mouammar Kadhafi. En Syrie, le Qatar allié à l'Arabie Saoudite soutient les groupes rebelles opposés au

2. Ainsi que d'un médecin palestinien, tous accusés d'avoir inoculé le virus du sida à des enfants dans un hôpital de Benghazi.

président Bachar Al-Assad et il intervient au Yémen en soutien des forces loyales au président Hadi, déchu mais toujours reconnu par la communauté internationale.

Compte tenu de la taille de cet émirat – équivalente à celle de la Corse –, et de la faible dimension de ses forces armées – estimées à 12 000 hommes –, l’activisme politico-militaire du Qatar surprend, parfois même dérange.

Les révolutions arabes ou le temps de la discorde

Le printemps arabe ouvert fin 2010 en Tunisie, et qui s’est diffusé dans plusieurs autres pays de la région, a suscité de vives tensions entre le Qatar et ses voisins, Arabie Saoudite et Émirats arabes unis en tête.

En Égypte, le Qatar a apporté un fort soutien politique et financier au président Mohamed Morsi de 2012 à 2013, issu de la confrérie des Frères musulmans, adversaire de longue date de l’Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis. Le renversement de Morsi en 2013 par un coup d’État militaire, puis l’accession au pouvoir du maréchal Sissi furent donc l’occasion d’une revanche pour l’Arabie Saoudite et son allié émirati. Mais le Qatar a poursuivi son soutien aux idéologues de la confrérie, l’Égyptien Youssef Al-Qaradawi, leader religieux du mouvement, étant par exemple toujours exilé à Doha.

En Tunisie, le Qatar a soutenu Ennahda, parti politico-religieux également réputé proche des Frères musulmans. En Libye, en dépit de convergences initiales avec ses voisins du Golfe sur un renversement du régime de Kadhafi, Doha a axé son soutien sur des groupes politiques d’obédience religieuse, là où Abou Dhabi prenait le parti de mouvements de tendance laïque ou religieuse modérée. Dans le conflit israélo-palestinien, le Qatar défend le Hamas, alors que l’Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis accusent ce mouvement de diviser les Palestiniens et d’affaiblir le Fatah. Depuis 2012, le Qatar héberge Khaled Mechaal, leader politique du Hamas en exil. Enfin, au Mali on accuse les organisations humanitaires qataries d’avoir apporté de l’aide à des groupes radicaux responsables de la crise politique et militaire de 2012-2013.

Le Qatar a ainsi développé ces dernières années son propre agenda de politique étrangère, parfois convergent mais souvent en opposition avec ceux de l’Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis. L’abdication d’Hamad en 2013 au profit de son fils Tamim – une première dans une monarchie du Golfe, où le pouvoir s’acquiert généralement soit par coup d’État soit lors du décès du souverain –, a pu également crispier ses voisins du Golfe, notamment l’Arabie Saoudite.

La crise de juin 2017 : pourquoi maintenant ?

On peut légitimement se demander pourquoi, alors que les tensions sont anciennes entre le Qatar et ses voisins, la crise a fini par survenir en juin 2017, en plein ramadan. Les explications sont multiples. La première est sans nul doute l'accumulation de griefs à l'encontre du Qatar. Premièrement, les monarchies du Golfe, Émirats arabes unis en tête, accusent le Qatar de n'avoir pas mis fin à son soutien aux groupes adhérant à l'idéologie des Frères musulmans comme il s'y était engagé en 2014. Au Proche-Orient, Doha n'a pas souhaité rompre avec le Hamas et continue d'héberger Khaled Mechaal, ainsi que plusieurs dignitaires des Frères musulmans.

Pour les Émirats arabes unis, qui voient l'idéologie des Frères musulmans comme une menace existentielle, notamment en raison de son rejet de l'ordre monarchique au profit de l'instauration d'une république islamique, le Qatar joue contre ses «frères du Golfe». Même analyse du point de vue égyptien, alors que le président Sissi s'efforce depuis 2013 de combattre toutes les organisations liées aux Frères musulmans en Égypte, et que l'ancien président Mohamed Morsi a été condamné à la prison à vie³.

En outre, le dossier libyen est une source de confrontation directe entre le Qatar et les Émirats. Ceux-ci soutiennent le gouvernement de Tobrouk appuyé par le maréchal Haftar, alors que le voisin qatari supporte officiellement le gouvernement de Tripoli, dominé par une forte composante

Le dossier libyen est source de confrontation entre le Qatar et les Émirats

religieuse issue des Frères musulmans. Quelques jours avant la crise diplomatique du 5 juin, le maréchal Haftar accusait publiquement le Qatar de «soutenir le terrorisme en Libye⁴» en finançant des mercenaires et des groupes extrémistes. Alors qu'en 2015 les Nations unies demandaient aux Émirats arabes unis de clarifier leur position quant à des allégations⁵ selon lesquelles ils violeraient l'embargo sur les armes à destination de la

Libye, il apparaît que les deux voisins du Golfe s'opposent frontalement sur le terrain libyen.

C'est la politique jugée ambiguë du Qatar à l'égard de l'Iran qui a provoqué la colère de Riyad. Depuis l'accession au trône du roi Salman en 2015, les Frères musulmans sont moins en effet l'objet de crispation

3. Après avoir été initialement condamné à mort.

4. «Haftar Accuses Qatar of Supporting Terrorism in Libya», *Al Arabiya*, 29 mai 2017, disponible sur : <<http://english.alarabiya.net>>.

5. D. Balibouse, «U.N. Wants Clarification of Report UAE Broke Libya Arms Embargo», *Reuters*, 13 novembre 2015, disponible sur : <www.reuters.com>.

en Arabie. L'Iran, en revanche, contre lequel l'Arabie Saoudite mène de longue date une véritable guerre froide régionale, campe au cœur de toutes ses préoccupations. Or sur ce point, le Qatar ne partage pas l'intransigeance de ses trois voisins⁶. La position du Qatar diverge en effet de celle de ces derniers : elle refuse une mise au ban de Téhéran, avec lequel Doha partage un important champ gazier *offshore* (North Dome pour le Qatar, South Pars pour l'Iran). Dès septembre 2016, l'émir Tamim du Qatar a appelé à un dialogue Golfe-Iran, afin d'apaiser les tensions et de parvenir à une normalisation des relations entre pays du golfe Arabo-Persique. Une posture rejetée par Riyad, qui souhaite isoler l'Iran et réduire son influence politique et économique.

Cette ambition saoudienne est partagée par les Émirats arabes unis et Bahreïn. Les Émirats ont, depuis leur indépendance, un contentieux territorial avec l'Iran, qui concerne trois îles situées dans le golfe Arabo-Persique⁷. Quant à Bahreïn, il est dirigé par un roi sunnite, mais a une population majoritairement chiite. En 2011, les troubles agitant le pays, derrière lesquels certains ont vu la main de l'Iran, ont conduit à une intervention militaire saoudienne⁸. De fait, la position du Qatar sur le dossier iranien, même si elle se rapproche de celle d'Oman et du Koweït, partisans de l'apaisement, ne pouvait que crispier les relations avec ses trois autres voisins, furieux de voir Doha ne pas suivre la ligne officielle des puissances du Conseil de coopération du Golfe.

À cela s'ajoute le paiement par le Qatar d'une rançon de plusieurs millions de dollars⁹, en avril 2017, à des milices chiites irakiennes afin d'obtenir la libération de membres de la famille royale qatarie détenus dans le sud de l'Irak. La médiation de la Russie et de l'Iran ayant été mentionnée, le versement de cette rançon à des milices soupçonnées d'être à la solde de Téhéran n'était guère de nature à apaiser des relations déjà tendues entre le Qatar et ses voisins.

Un lien avec la visite de Donald Trump dans le Golfe ?

La crise du Golfe étant survenue quelques jours après la visite de Donald Trump en Arabie Saoudite – pour son premier déplacement à l'étranger, une première pour un président américain –, de nombreux observateurs

6. Arabie Saoudite, Émirats arabes unis et Bahreïn. Oman et le Koweït entretiennent des relations cordiales avec Téhéran et interviennent fréquemment en tant que médiateurs.

7. Abu Mussa et les deux îles Tomb.

8. L'opération « Bouclier de la Péninsule ».

9. T. Arango, « Big Ransom and Syria Deals Win Release of Royal Qatari Hunters », *The New York Times*, 21 avril 2017, disponible sur : <www.nytimes.com>.

ont établi entre les deux événements un lien de cause à effet. Dans son discours sur place, le président américain a appelé à intensifier la lutte contre le terrorisme, ciblant indirectement le Qatar¹⁰ ; néanmoins, aucun élément tangible ne permet d'étayer l'argument selon lequel la visite de Donald Trump serait l'élément déclencheur de la crise.

En revanche, plusieurs jours avant son déclenchement le Qatar a fait l'objet aux États-Unis d'une forte campagne de critiques, concernant son soutien présumé à des groupes djihadistes et son rôle dans la propagation du terrorisme. Des critiques notamment portées par Robert Gates, ancien Secrétaire américain à la Défense¹¹, et la Foundation for Defense of Democracies, basée à Washington. Dénonçant notamment le soutien inconditionnel que le Qatar apporterait à la confrérie des Frères musulmans à travers le monde, ces critiques laissaient entendre que les États-Unis devraient envisager de relocaliser la base américaine d'Al-Oudeid du Qatar vers un autre pays du Golfe. Le maintien du siège de Centcom, qui coordonne les forces américaines au Moyen-Orient, dans un pays dont les dirigeants seraient des « sponsors » du terrorisme, était dénoncé comme une incongruité. Cette campagne contre Doha pourrait davantage expliquer le calendrier de la crise que la visite de Donald Trump elle-même.

Le piratage de l'agence de presse qatarie : le prétexte ?

La rupture est intervenue quelques jours après la diffusion par l'agence officielle de presse qatarie de propos attribués à l'émir Tamim, critiquant ouvertement la politique anti-iranienne des États-Unis, de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis, et vantant par la même occasion les mérites du Hamas et du Hezbollah. Ces propos ont provoqué de virulentes réactions de la presse et des officiels d'Arabie Saoudite et des Émirats. Bien que le Qatar ait démenti, évoquant un piratage de son agence de presse et faisant appel au FBI pour enquêter sur l'origine de ce piratage, les monarchies du Golfe et leur allié égyptien saisirent l'occasion pour mettre au ban leur voisin indiscipliné.

Quels objectifs ?

Le Qatar est durement touché par la crise ouverte en juin 2017. Il se retrouve privé de relations diplomatiques avec ses voisins. Sa seule frontière terrestre, par laquelle transite la majorité de ses importations, notamment

10. En Syrie le Qatar est accusé de poursuivre son appui militaire et logistique à des groupes politico-religieux radicaux dont Jabhat Fatah Al-Sham, ex-Jabhat Al-Nosra lié à Al-Qaïda. L'Arabie Saoudite fait face à des critiques similaires.

11. « Former US Defense Secretary: The Muslim Brotherhood Are "Shapeshifters" », *Al Arabiya*, 25 mai 2017, disponible sur : <<http://english.alarabiya.net>>.

en matière alimentaire, est fermée. Les compagnies aériennes qataries ont interdiction d'entrer dans l'espace aérien des pays voisins. Quel est l'objectif de cette mise au ban ?

Du point de vue saoudien et émirati, la position officielle est sans ambiguïté : le Qatar doit renoncer à son soutien aux groupes terroristes, et mettre fin à ses ingérences dans les affaires internes de ses voisins. C'est ce que martèle notamment le ministre saoudien des Affaires étrangères Al-Jubeir. Il faut ainsi comprendre que l'émirat doit cesser de soutenir des mouvements ou personnes idéologiquement proches des Frères musulmans, et adopter une posture plus dure contre l'Iran. L'objectif sous-jacent des Saoudiens et des Émiratis est que le Qatar adopte une politique semblable à celle de Bahreïn, petit émirat insulaire en réalité sous domination politique de l'Arabie Saoudite, souvent qualifié de « protectorat » ou de « chasse gardée » de Riyad. L'Arabie Saoudite et les Émirats entendent en effet asseoir leur domination sur les quatre autres pays du Conseil de coopération du Golfe, et ne semblent pas vouloir accepter de voix discordante.

Le précédent omanais

Fin 2010, c'était le sultanat d'Oman qui se trouvait dans le viseur des Émirats arabes unis. Après la découverte de plusieurs espions émiratis dans le pays du sultan Qabous, Abou Dhabi fut suspectée de fomenter un coup d'État contre son voisin ibadite. Bien que les Émirats aient officiellement démenti ces accusations, il est fort probable que la position d'Oman vis-à-vis de l'Iran ait été jugée trop conciliante par ses puissants « frères » du Conseil de coopération du Golfe. De récentes pressions saoudiennes sur le sultanat ont également poussé Qabous à faire adhérer son pays – malgré ses réticences – à la coalition islamique contre le terrorisme créée par l'Arabie Saoudite fin 2015, perçue en réalité comme une alliance internationale sunnite contre l'Iran.

Le Conseil de coopération du Golfe : le projet saoudien d'union politique

Ces événements rappellent la proposition faite en décembre 2013 par le roi Abdallah d'Arabie Saoudite de créer une union politique sur la base des six États membres du Conseil de coopération du Golfe. Le souverain saoudien souhaitait unifier la politique étrangère des six pays membres, dont le Qatar et Oman, dans le but officiel de faire front commun face aux menaces internes et externes. L'objectif était naturellement d'aligner les positions sur celles de l'Arabie Saoudite, puissance dominante du Conseil. Face au refus du sultan omanais Qabous, le projet fut enterré. Mais cette tentative

saoudienne témoigne de la volonté du royaume wahhabite d'exercer un contrôle strict sur les agissements extérieurs de ses petits voisins, avec en ligne de mire la « menace » iranienne.

Les réactions internationales

Dès l'éclatement de la crise, plusieurs pays se sont proposés pour jouer un rôle de médiateur, dont deux pays membres du Conseil de coopération du Golfe, le Koweït et Oman. Rapidement, cette crise a eu des répercussions au-delà du niveau régional.

L'embarras des Occidentaux

Les États-Unis et la France ont appelé au dialogue et eu des contacts réguliers avec les dirigeants de la région, même si les premières réactions de Donald Trump sur Twitter traduisaient un soutien manifeste à la mise au ban du Qatar, contre l'avis du département d'État. Les pays occidentaux ont en effet beaucoup à perdre de cette crise. En cas d'escalade, notamment militaire, plusieurs pays se retrouveraient dans l'obligation formelle de soutenir un camp. C'est notamment le cas de la France. En cas d'action militaire contre le Qatar, Doha invoquerait sans doute l'accord de défense qui le lie à Paris depuis 1994. La France devrait alors, en théorie, intervenir pour protéger son allié. Mais la France a dans le même temps un accord de défense avec les Émirats arabes unis, et une base militaire française implantée à Abou Dhabi. Par ailleurs, elle est un important partenaire commercial aussi bien du Qatar – à qui elle a pu récemment vendre plusieurs de ses avions de combat *Rafale* – que des Émirats et de l'Arabie Saoudite.

Paris et Washington ont ainsi tout intérêt à contribuer à la désescalade et à ce qu'une solution diplomatique soit trouvée, comme en témoigne la visite de Rex Tillerson dans le Golfe en juillet pour faciliter la reprise du dialogue. Position également partagée par Londres, qui, dans l'optique du Brexit à venir, a renforcé ces derniers mois ses liens avec l'ensemble des pays membres du Conseil de coopération du Golfe.

L'indéfectible soutien turc

La Turquie et l'Iran, autres géants du Moyen-Orient, ont immédiatement appelé à une reprise du dialogue, soutenant la cause qatarie et dénonçant l'embargo imposé au Qatar par ses voisins. Ces deux États ont également envoyé des avions contenant des denrées alimentaires à Doha, afin que le Qatar puisse faire face à d'éventuelles pénuries.

Un accord de défense lie la France au Qatar depuis 1994

La Turquie s'est en effet considérablement rapprochée du Qatar depuis plusieurs années. Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement (AKP) en 2002, la politique étrangère de Recep Tayyip Erdogan s'est donné pour priorité de renforcer ses liens économiques et politiques avec les pays de son flanc Sud, longtemps négligés au profit de l'Europe occidentale dans la perspective d'une adhésion à l'Union européenne (UE). Dictée par la « doctrine Davutoglu¹² » – du nom de l'ancien ministre turc des Affaires étrangères puis Premier ministre –, cette nouvelle politique étrangère, souvent qualifiée de « néo-ottomane », vise à renforcer les échanges économiques, culturels et militaires entre la Turquie et les pays du Moyen-Orient.

Le Qatar semble avoir particulièrement bénéficié de ce rapprochement, qui s'est renforcé à l'occasion du printemps arabe. Ankara et Doha ont en commun une sympathie pour les mouvements idéologiquement proches des Frères musulmans, et ont tous deux apporté leur soutien à Mohamed Morsi, alors même que l'Arabie Saoudite et les Émirats saluaient la prise de pouvoir du maréchal Sissi.

Ainsi, hasard ou non du calendrier, au moment même du déclenchement de la crise du Golfe, le parlement turc votait le déploiement de forces militaires au Qatar, en vertu d'un accord militaire signé en 2014. Même si la position officielle de la Turquie est d'affirmer que cette base a pour vocation de protéger le Golfe dans son ensemble, l'envoi de soldats turcs au Qatar en pleine crise diplomatique traduit une prise de position d'Ankara en faveur de Doha. La Turquie ne semble donc pas prête à lâcher le petit émirat, dont les réserves de gaz peuvent s'avérer vitales comme alternative aux importations venues de Russie, voisin problématique de la Turquie.

Cette prise de position risque d'affecter les relations entre Riyad et Ankara, alors qu'un rapprochement s'était opéré ces dernières années, du fait de convergences sur le dossier syrien. La Turquie a néanmoins sans doute choisi de conforter son image d'allié fiable du Qatar, plutôt que de céder aux sirènes des grandes puissances du Golfe.

L'Iran, grand gagnant de la crise ?

La République islamique d'Iran, dont l'aversion pour la politique saoudienne dans la région n'est plus à prouver, pourrait à terme être la grande gagnante de cette crise. L'hostilité des pays du Golfe à l'égard du Qatar,

12. D. Schmid, *La Turquie au Moyen-Orient : le retour d'une puissance régionale ?*, Paris, CNRS Éditions, 2011.

et la dureté des mesures prises à son encontre, pourraient avoir un effet contraire à celui recherché, autrement dit rapprocher le Qatar de l'Iran. Les Saoudiens et les Émiratis auraient alors contribué à créer contre leur gré une alliance politique Iran-Qatar-Turquie au Moyen-Orient.

La surprise africaine

Si la dureté des mesures prises contre le Qatar a pu surprendre, une autre surprise fut la réaction de certains pays africains. Alors que plusieurs d'entre eux, dont l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, ont fait le choix de la neutralité, d'autres en revanche ont ouvertement participé au boycott du Qatar, rappelant leurs ambassadeurs à Doha aux premières heures de la crise. C'est notamment le cas de la Mauritanie, du Sénégal et du Tchad. Reprenant les accusations saoudiennes d'un soutien qatari au terrorisme, ces pays ont tout simplement aligné leur politique étrangère sur celle de Riyad. Les aides financières saoudiennes aux dirigeants de ces pays, comme les négociations sur le nombre de visas octroyés pour le pèlerinage à leurs ressortissants, sont mises en avant pour expliquer cet alignement politique. Alors que l'influence jugée néfaste de l'islam wahhabite dans ces pays africains majoritairement musulmans est souvent critiquée, un tel alignement sur les positions saoudiennes reste toutefois surprenant.

Du côté de l'Asie, la neutralité semble de mise, notamment au Pakistan, allié historique de l'Arabie Saoudite. Islamabad a appelé au dialogue, tiraillé entre ses importations de gaz naturel liquéfié en provenance du Qatar, et le poids de son importante main-d'œuvre expatriée en Arabie Saoudite, dont les revenus assurent la survie quotidienne de milliers de familles pakistanaïses.

Quelles perspectives ?

À l'heure où sont écrites ces lignes, la crise est en cours depuis un mois et se poursuit. Une première liste de conditions émises par les adversaires du Qatar pour un rétablissement des relations a été jugée inacceptable par Doha. Elle incluait notamment l'arrêt de toute collaboration du Qatar avec des entités jugées terroristes¹³, la fermeture de la chaîne d'information Al-Jazeera, le départ des troupes turques du Qatar et l'arrêt de toute coopération militaire, l'abaissement des relations diplomatiques avec l'Iran, le paiement de dédommagements, le tout évalué par une commission de suivi du respect des obligations... Vue par Doha comme

13. Une liste d'organisations caritatives et de personnalités soutenues ou vivant au Qatar accusées d'activités terroristes a été transmise par les Saoudiens et les Émiratis, et a fuité dans la presse.

humiliante et portant atteinte à sa souveraineté, cette liste d'exigences ne pouvait décemment pas être acceptée, mais elle a néanmoins signifié à Doha la profondeur du mécontentement de ses voisins.

Compte tenu du déploiement militaire turc et de l'implication directe américaine dans la résolution de la crise, une action militaire contre le Qatar semble désormais improbable. Les États-Unis, en dépit des positions initiales de Donald Trump, ont à plusieurs reprises donné l'impression de soutenir Doha aux dépens d'Abou Dhabi et de Riyad. Rex Tillerson s'est rendu à Doha en juillet, et y a signé un accord sur la lutte contre le financement du terrorisme. Ainsi une sortie de crise négociée sous les auspices de Washington reste-t-elle l'hypothèse la plus probable à ce jour.

Les potentielles conséquences à long terme

Du point de vue saoudien et émirati, le risque de voir éclater le Conseil de coopération du Golfe devrait inciter à laisser une porte de sortie à Doha. Un éclatement de cette alliance des monarchies arabes du Golfe, qui ont notamment été solidaires les unes des autres lors du printemps arabe et lors des précédentes crises (guerre Iran-Irak, guerres du Golfe de 1991 et 2003...), représenterait un sérieux revers pour la diplomatie saoudienne, et risquerait de pousser Doha à s'allier avec Téhéran.

Même si l'ambition de «faire rentrer le Qatar dans le rang» est bel et bien réelle, nul n'a intérêt à ce que la crise perdure, et chaque partie devrait œuvrer pour qu'une solution diplomatique soit trouvée dans les meilleurs délais. Toutefois, les influences grandissantes de Mohamed Ben Salman, récemment promu prince héritier par son père en Arabie Saoudite, et de Mohamed Ben Zayed aux Émirats arabes unis, ne devraient pas être de nature à favoriser un apaisement de long terme entre les pays de la région.



Mots clés

Qatar
Arabie Saoudite
Émirats arabes unis
Conseil de coopération du Golfe

